



## LETTER OUVERTE A M. Fabrice LOHER MAIRE DE LORIENT

Voilà dix ans que les fonctionnaires n'ont pas eu d'augmentation et la perte de leur pouvoir d'achat s'élève à 18% depuis le 1er janvier 2000. Sous prétexte de modernisation, la Loi de Transformation de la Fonction Publique précarise en confortant le recrutement de contractuels et vise la suppression de postes de fonctionnaires. Elle impacte aussi les modalités de formation, l'évolution des carrières, les salaires et le temps de travail... A l'heure de la crise sanitaire que nous traversons ; et malgré le « Fonctionnaire Bashing » perpétuel ; la preuve est pourtant faite que le service public et les agent·e·s territoriaux, sont souvent en premières lignes et constituent un bien commun qui bénéficie à toutes et tous. La loi Dussopt, met notamment fin aux régimes de temps de travail inférieurs à 1607H dans la Fonction publique territoriale. Le Gouvernement Macron fait fi de toutes les négociations précédentes, des acquis sociaux, et même du sens de l'histoire. Cette mesure permettrait de faire « l'économie » de 57000 postes au niveau national. C'est un recul social Historique, à rebours des conquêtes sociales successives depuis le 19e siècle et une aberration dans le contexte économique que nous traversons (précarité, chômage...).

M. LOHER, à Lorient la mise en place de cette loi scélérate représente « l'économie » de 52 emplois, elle supprime purement et simplement 9 + 1 jours de congés aux 1200 agents et non seulement vous laissez faire, mais vous donnez vos consignes dans ce sens. Pour mémoire notre organigramme comporte, à ce jour, 77 postes vacants !

A l'heure où l'Espagne expérimente la semaine de 4 jours et 32h hebdomadaire, la France Macroniste fait reculer l'histoire et anéanti l'idée même de progrès social. Car qui peut imaginer que faire travailler plus, ceux qui ont déjà un emploi, ferait baisser le nombre de sans-emploi ? Faire travailler plus les territoriaux c'est laisser davantage de Lorientais au chômage, soit 20% de demandeurs d'emplois sur le territoire qui resteront sans emploi.

### **La CGT dénonce cette soumission à la politique anti-service public, antiprogressiste et anti-sociale de Macron.**

Les fonctionnaires territoriaux de Lorient se sentent abandonnés par leur employeur car aujourd'hui, non seulement il n'y a aucune déclaration de soutien de votre part, mais vous avez la faiblesse de laisser croire que les fonctionnaires ne travaillent pas assez !

Nous demandons à ce qu'il y ait, de votre part, un positionnement de résistance au dictat de l'état et de soutien aux fonctionnaires de votre collectivité. De nombreux élus engagés pour les conditions de travail de leurs agents s'inscrivent déjà dans cette logique de maintien du temps de travail existant : le Conseil départemental du Val-de-Marne, la mairie de Bonneuil-sur-Marne, la mairie de Chevilly-Larue, la mairie de Fontenay-sous-Bois, la mairie de Gentilly, la mairie d'Ivry-sur-Seine, la mairie de Villejuif, mairie de Vitry-sur-Seine, l'EPT « Grand Orly Seine Bièvre ...

**Ne vous cachez plus derrière le prétexte : « c'est la loi, on est obligé de le faire » et ayez le courage politique de soutenir vos agents, de prendre position, quitte à vous faire contrarier par le préfet.**

**Les territoriaux de Lorient, soutenus par la CGT exigent le maintien de leurs congés sans effectuer une minute de travail gratuit en plus et Ils réclament l'embauche d'une centaine d'agents supplémentaires qui manquent cruellement dans les services. Allez-vous faire la sourde oreille ou au contraire aller dans le sens du progrès et de l'intérêt général ?**